

- Fiscalement, la rémunération attribuée en contrepartie de l'exercice de fonctions de dirigeants est considérée comme un salaire, qu'il s'agisse du président et des directeurs généraux de la SA. L'application sous la réserve qui vient d'être évoquée, du régime fiscal des salariés est subordonnée à une double condition :

- la rémunération doit correspondre à un travail effectif.

- - Elle ne doit pas être excessive eu égard à l'importance du service rendu à la société.

b4) Les pouvoirs du président

- Il serait incomplet et insuffisant de parler des pouvoirs du président sans signaler (même brièvement) les pouvoirs de l'organe qu'il préside c'est-à-dire le conseil d'administration. Celui-ci jouit de prérogatives qu'il est seul à pouvoir exercer. Ni le président, ni même l'assemblée des actionnaires ne saurait se substituer à lui.

- L'article 69, alinéa premier de la loi N°17-95 modifiée et complétée par L N°20- 05 dispose que : « Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en oeuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

- A la lecture de cette disposition, il est bien légitime de soutenir que le législateur reconnaît au conseil d'administration deux catégories de pouvoirs :
- - un pouvoir général : celui de prendre en toutes circonstances des décisions tendant à la réalisation de l'objet social (art 96, 1er al.)
- - des pouvoirs spéciaux : ces pouvoirs peuvent être classés en trois catégories :
 - □ Le conseil intervient dans la désignation d'un certain nombre d'organes sociaux et déterminer leurs attributions.
 - □ Le conseil prend les mesures nécessaires pour permettre le fonctionnement du pouvoir de contrôle de l'assemblée des actionnaires.
 - □ La loi confère au conseil d'administration des pouvoirs spéciaux dans le domaine financier.
- Les pouvoirs qui appartiennent du conseil doivent être précisés par rapport aux pouvoirs concurrents qui sont dévolus aux autres organes de la société. Ainsi les attributions du conseil sont limitées par les attributions que la loi ou les statuts confèrent à l'assemblée générale des actionnaires (art 69 al. 1), d'autre part, le président du conseil bien que placé sous la dépendance du conseil, n'en a pas moins, lui aussi des pouvoirs propres.
- « *Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en oeuvre.*

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent .Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns ».

- Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que lesdits actes dépassaient cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve. Les dispositions des statuts limitant les pouvoirs du conseil d'administration sont inopposables aux tiers.

- Ces pouvoirs du président au même titre, que ceux du conseil sont de deux catégories : Pouvoirs généraux et pouvoirs spéciaux.

Les pouvoirs généraux

- L'article 74 L N° 17-95 modifiée et complétée par L N° 20- 05 dispose dans ses deux premiers alinéas « *le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société .Il représente la société dans ses rapports avec les tiers ».*

- Son attribut le plus important est le droit de représenter la société dans ses rapports avec les tiers et d'agir au nom de celle-

ci dans toutes les circonstances. Ses pouvoirs les plus étendus au dire de la loi, sont néanmoins limités par l'objet social et par les pouvoirs que la loi reconnaît expressément aux assemblées d'actionnaires ou qu'elle réserve plus spécialement, au conseil d'administration. Les dispositions des statuts ou les décisions de ce conseil limitant ces pouvoirs sont inopposables aux tiers.

- *Article 74 abrogé et remplacé par l'article 2 de la Loi n° 20-05 promulguée par le Dahir n° 1-08-18 du 17Joumada I*

1429 -23 mai 2008 « Sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration, et dans la limite de l'objet social, le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société .Il représente la société dans ses rapports avec les tiers. La société est engagée même par les actes du directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve. Les dispositions des statuts ou les décisions du conseil d'administration limitant les pouvoirs du directeur général sont inopposables aux tiers ».

- *Article 74 bis (Ajouté par l'article 3 de la Loi n° 20-05 promulguée par le Dahir n° 1-08-18 du 17 jourmada I 1429 (23*

mai 2008)). « Le président du conseil d'administration représente le conseil d'administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission. Chaque administrateur reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut demander au président tous les documents et informations qu'il estime utiles ».

- **Pouvoirs de participer aux actes d'administration de la société**

- Le Directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société, sous réserve des pouvoirs attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration -art 74 Al 1 que modifié- .il représente la société dans ses rapports avec les tiers, comme le président du conseil lorsqu'il est choisi, à la place du DG par les statuts.

- Mais dans tous les cas, le contenu de la fonction de la présidence du conseil ou de direction générale est nettement distingué de celui du conseil d'administration :

- -le conseil arrête avec le PDG ou le DG selon le cas, les orientations stratégiques, économiques, financières, sociales de l'entreprise .En effet, c'est un organisme collégial qui ne siège

pas en permanence et donc son intervention se limite à prendre des décisions

- - le DG ou le PDG selon le cas est en charge de la gestion quotidienne.

- **Pouvoir de direction générale et de représentation de la société à l'égard des tiers**

- Les pouvoirs du président du conseil d'administration ou du directeur général –selon le choix dans les statuts sont les plus étendus pour agir, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires ainsi que des pouvoirs qu'elle réserve de façon spéciale au conseil d'administration.

- **Etendue des pouvoirs à l'égard des tiers**

- **Dépassement de l'objet social**

- Les pouvoirs du président du conseil d'administration ou du directeur général selon les choix dans les statuts sont les plus étendus pour agir sous réserve « des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires ainsi que des pouvoirs qu'elle réserve de façon spécial au conseil d'administration ».

- **Exclusion de la fraude**

- En cas de convention frauduleuse, la société n'est pas engagée, par exemple un contrat de travail de complaisance consenti par un président à son frère, sans fourniture d'aucun service.

- **Limitation statutaire des pouvoirs**

- Les pouvoirs de direction générale sont limités sur le plan légal et peuvent être limités conventionnellement.

- Des restrictions légales aux pouvoirs du PDG ou du DG résultent de ceux que la loi réserve au conseil d'administration pour décider certains actes spécialement énumérés, pouvoirs qui sont opposables aux tiers, telle l'exigence d'une autorisation pour les cautionnements ,avals et garanties donnés par la société art 70 AL 2 tel que modifié.

- Des limites peuvent également apportés aux pouvoirs de direction générale PDG ou DG résultent par des clauses des statuts ou des décisions du conseil .mais les clauses ou délibérations de ce genre sont inopposables aux tiers art 74 AL 3 de telle sorte que si le dirigeant PDG ou DG venait à les transgresser,la société serait tenue d'exécuter les engagements contractés, sauf à mettre en cause la responsabilité personnelle de ce dirigeant .mais les clauses statutaires ou les décisions du conseil d'administration ne sauraient aboutir « à dépouiller le président ou le directeur général de ses pouvoirs de direction.

- **Personnification de la société**

- Le président personnifie la société dans ses rapports externes. La société doit en principe répondre des engagements souscrits en son nom par le président. Ainsi, elle peut refuser de rembourser le montant d'un emprunt contracté par son président, sauf à prouver que ce dirigeant a bénéficié personnellement des

sommes empruntées dans un litige opposant une société anonyme à des personnes étrangères, tout associé est représenté au litige par le président du CA véritable mandataire et ne peut donc attaquer la décision rendue par la voie de la tierce opposition, sauf existence de moyen à lui personnel, tel n'est pas le cas de tiers opposant qui n'invoque que des moyens que la société aurait pu présenter.

- Le président du CA a le pouvoir de présenter des réclamations contentieuses fiscales au nom de la SA, par sa qualité, il engage sous sa seule signature la société qu'il représente.

- **Pouvoir de délégation**

- Un président peut déléguer ses pouvoirs au directeur général et à son tour ou directeur général délégué, notamment sous forme de procuration, ou à un tiers à condition que ce soit pour un ou plusieurs objets déterminés. Il est néanmoins souhaitable de prévoir cette faculté lors de la nomination du président.

- Il faut distinguer la délégation de signature et la délégation des pouvoirs. Pour les délégations de signature, le président du CA confié à un mandataire le soin de signer, pour son compte en ses liens et place, tel ou tel acte relevant de ses pouvoirs. La cessation des fonctions du président met fin à la délégation de signature.

- En revanche, les délégations du pouvoir subsistent même si l'autorité qui les a consenties, en l'occurrence le président cesse ses fonctions. En effet le président confie au nom et pour le

compte de société à une personne investie d'une fonction déterminée, le mandat de représenter la société, personne morale, dans les limites de ses attributions. Le mandat de représentation est reçu de la société et non du président qui la personnifie. Les événements qui pouvant atteindre le président –décès, démission, révocation- sont sans importance, la société reste engagée par la délégation de pouvoirs. C'est au nouveau président, représentant légal de la société, de décider s'il y a lieu de supprimer ou de maintenir les délégations de pouvoirs, les attribuer à d'autres personnes.

- Un président, même avec l'accord de son conseil, ne peut pas renoncer au profit d'un tiers à exercer ses pouvoirs, de direction, en particulier sous le couvert d'un contrat d'exploitation et de gestion. De même, serait nulle, comme vidant ces pouvoirs de tout leur contenu, une clause statutaire selon laquelle tous les actes et documents émanant de la société devraient porter la signature conjointe du président et d'un fondé de pouvoir ou, même, la signature conjointe de deux fondés de pouvoir, sans celle du président.

- A côté de ces pouvoirs généraux, le président du conseil d'administration jouit d'une deuxième catégorie de pouvoirs, les pouvoirs spéciaux.